

On veut des maisons, pas des expulsions !

Vive Marseille populaire et sans-frontières !

L'Etat, le département, la municipalité et leurs sous-traitants sont main dans la main dans une guerre qu'ils mènent contre le Marseille populaire, avec un ciblage particulier pour les populations issues de l'immigration : **aucun ne respecte ses obligations en termes de logement** ce qui génère des situations mortifères.

L'Etat laisse à la rue les demandeurs d'asile

L'OFII (Office français de l'Immigration et l'Intégration) a l'obligation de loger tou.tes les demandeurs d'asile, « dubliné.es » ou pas (80% des demandes). Aujourd'hui, l'immense majorité est laissé.es à la rue. L'Etat prétexte du règlement européen qui renvoie la responsabilité de l'accueil au premier pays d'entrée pour ne pas ajuster ses places en centre d'hébergement. Mais les personnes sont là, fuyant l'Italie notamment, et avec raison.

Poussant au gré des traques, les campements précaires ne sont plus seulement à la gare, mais un peu partout en ville... jusque devant la PADA (Plateforme Accueil des Demandeurs d'Asile / Belsunce-Colbert), l'administration chargée de l'enregistrement des demandes d'asile pour la Préfecture, créant des décompensations, des tensions et des frictions, à la hauteur des violences institutionnelles subies par celles et ceux qui fuient leur pays jusqu'ici. Tensions faciles à exploiter pour les illusionnistes de la politique sécuritaire ! A Marseille, sort jusqu'à présent malheureusement réservées aux campements des Roms, la chasse à l'homme, les politiques de concentration/dispersion et les rafles commencent à prendre des allures de Calais. Créer une situation de concentration insécurisante... pour mieux expulser ?

A l'automne 2016, l'OFII (siège dans le 8^{ème} arrt), est occupée plusieurs jours par une cinquantaine de demandeurs d'asile, dont de nombreux dublinés, pour exiger « des places en CADA pour l'hiver ! ». Le directeur régional commence par dénigrer « ces masses informes » qui manifestent leur dignité devant la porte close de l'administration, puis finit par répondre à ses obligations sous la pression médiatique.

Parc Kalliste, Cité Corot, barres d'immeubles insalubres, la Ville évacuée, et après ?

L'actualité tragique a souligné cette politique commune de la mairie et de l'Etat consistant à laisser à l'abandon les logements dans lesquels se réfugient les populations les plus précaires, dans lesquelles les populations immigrées de différentes générations, avec ou sans papiers, sont surreprésentées. Depuis 2017, faute d'hébergements, plusieurs centaines de demandeurs et demandeuses d'asile se sont repliés sur des grands lieux désaffectés hors du centre-ville, tels la Caserne Massena (Belle de Mai), 200

personnes expulsées le lundi 8 octobre 2018, mais aussi dans les immeubles abandonnés des copropriétés des quartiers Nord de Marseille (Bâtiment H du Parc Kalliste expulsé le 12 février 2018, Cité Corot, expulsion à venir, etc.). Sous prétexte de démolition par les programmes de rénovation urbaine (que les habitant.es de ces cités peuvent toujours attendre), ils sont encore chassés, expulsés, triés, avec la collaboration du SARA LOGISOL. Cette association professionnelle du business de la « solidarité et de l'insertion » relogera une partie des évacué.es dans ses Centres d'accueil et d'orientation (CAO) qui, aux côtés des Centres Prahda gérés par ADOMA, un autre géant de l'hébergement « social », sont de véritables antichambres de l'expulsion, des camps d'attente sans moyens dont la fuite condamne les exilé.es à la clandestinité et donc à la disparition du moindre droit ou allocation pour (sur)vivre. Ces évacuations et le business « social et solidaire », qui prospèrent et s'engraissent sur le dos des exilé.es traqué.es et dispersé.es par l'Etat, sont des machines à jeter finalement les personnes à la rue et à nouveau sur les routes.

Mineurs étrangers à la rue, Vassal ou le racisme assumé du Conseil départemental

On ne présente plus la politique criminelle du CD13 qui préfère payer des amendes plutôt que de mettre à l'abri et scolariser les mineurs étrangers isolés (MIE), alors qu'il en a pourtant l'obligation légale. De l'occupation il y a un an de l'Eglise St Ferréol par les MIE et leurs soutiens au campement devant le « bateau bleu » ce mois-ci, chaque logement s'arrache par la lutte collective, même si les foyers pour MIE sont sous-dotés en termes d'encadrant.es et de moyens, de manière totalement discriminatoire.

Ils expulsent nos squats ? On occupe les logements vides !

En parallèle, l'Etat resserre l'étau autour des solutions d'autonomie ou des rares alternatives à l'hébergement institutionnel. Les *squats* liés aux collectifs luttant contre les frontières occupés par des exilé.es sont expulsés, souvent sans respect des procédures et des délais (Raccoon, Mazagran, Casa Mimosa, Sénac...). La loi Elan, en phase de promulgation, mettant fin à la trêve hivernale pour les squats d'habitation, est encore un cadeau aux propriétaires, au détriment de celles et ceux qui ont choisi (véritablement ou par défaut) ce mode d'hébergement plus autonome, souvent pour échapper aux réseaux mafieux communautaires. Au-delà du problème de classe, qui n'est pas propre à Marseille, c'est la politique volontariste de la mairie de guerre à l'occupation des logements vides, qui a depuis plusieurs années accentué une violence d'Etat systémique.

Défends ta ville, nous sommes tou.tes des enfants de Marseille !

Collectif soutien migrant.es 13 / Al Manba
contact : collectifsoutienmigrantes13@riseup.net

